

Itinérance, logement et élections du 2 mai

TOUS LES PARTIS DOIVENT S'ENGAGER !

DANS CE NUMÉRO :

Tous les partis doivent s'engager 1

Des besoins énormes... un budget catastrophique! 2

La SPLI, un programme utile, essentiel, indispensable 3

Ottawa doit réinvestir dans le logement social 4

Nos demandes 4

Le budget fédéral déposé le 22 mars dernier ne doit pas avoir contribué à la tenue d'élections pour rien! En effet, le ministre des finances Jim Flaherty a balayé du revers de la main les demandes du milieu de l'itinérance et les besoins des plus vulnérables.

Il est impératif que le budget du prochain gouvernement, qui sera élu le 2 mai, aborde les enjeux de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance, ainsi que le développement du logement social. Des engagements majeurs sur plusieurs années doivent absolument être pris.

Une question de choix

Le gouvernement Harper a choisi de baisser les impôts des entreprises, d'investir largement dans les prisons et le secteur militaire, délaissant plus que jamais la lutte à la pauvreté. Le Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec (RSIQ) demande à tous les partis de s'engager en faveur des actions nécessaires pour faire reculer l'itinérance au pays.

Bien avant les élections, le RSIQ a obtenu des appuis majeurs pour que le gouvernement fédéral investisse davantage dans son programme de lutte à l'itinérance. Mais en mars dernier, le budget Flaherty ne prévoyait pas un sou de plus pour les plus démunis. Pire encore, le ministre des finances retirait toute l'aide au logement. En prenant de telles décisions, le ministre Flaherty assure aux Canadiens une croissance très rapide... **de l'itinérance!**

Les engagements électoraux des partis doivent être des outils afin d'obtenir des réponses accrues aux besoins ressentis dans les rues de toutes les villes. Le RSIQ vous invite à agir maintenant pour que les candidats et candidates se positionnent clairement en faveur de nos demandes.

SPLI 2011-2014

Stratégie des Partenariats de Lutte à l'Itinérance

Notre parti s'engage :

50 millions \$ par année pour le Québec	<input type="checkbox"/>
Mise en oeuvre rapide	<input type="checkbox"/>
Pour l'intervention, le logement et les installations	<input type="checkbox"/>
Député(e) de :	<input type="checkbox"/>

Réseau
SOLIDARITÉ
Itinérance du Québec

RSIQ

1710 rue Beaudry,
bureau 2.42
Montréal (QC)
H2L 3E7

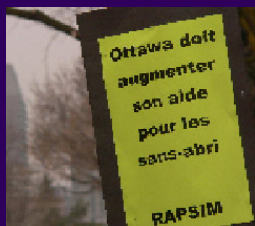
Tél: (514) 861-0202
Fax: 1-888-438-9719

solidarite-itinerance@hotmail.com

www.rapsim.org
(section RSIQ)



Des besoins énormes...



Pour réduire et prévenir le phénomène de l'itinérance, il faut investir dès maintenant dans l'intervention, le soutien à l'insertion, l'hébergement et plusieurs autres secteurs.



Crédit photos:
RAPSIM – R. Peterson
CRIO

On évalue à plus de 30 000 le nombre de personnes qui se retrouvent en situation d'itinérance à Montréal. Pour un 3^e hiver consécutif, les ressources d'hébergement d'urgence ont vu une augmentation de leur fréquentation. Davantage d'hommes, de femmes, de jeunes et d'autochtones ont besoin d'un toit.

Si l'itinérance a plusieurs visages, elle se vit également hors de Montréal. De Val-d'Or à Sept-Îles en passant par Québec, Trois-Rivières, Saguenay et Valleyfield, l'itinérance est en croissance partout sur le territoire. À Gatineau, c'est aussi les familles sans-logis qui sont de plus en plus nombreuses cette année. Comme dit l'adage : *« l'itinérance, ce n'est pas qu'une question de logement... mais c'est toujours une question d'absence de logement »*.

Au recensement de 2006, on apprenait que plus de 87 000 ménages locataires payaient plus de 80 % de leur revenu pour se loger. Comment se surprendre maintenant d'un tel accroissement de l'itinérance?

...un budget catastrophique

Dans la lutte à l'itinérance, il est capital d'avoir une **vision à long terme**. On ne peut pas agir seulement dans l'urgence. Ainsi, le logement social constitue l'une des avenues durables à privilégier. Le budget déposé par le gouvernement conservateur est catastrophique à ce niveau : exit l'investissement dans le logement social qui se retrouvait dans la Plan d'action économique, fini les programmes de logement abordable et de rénovation qui contribuaient au Québec à des logements sociaux.

Budget fédéral 2011-2012: la part du Québec		
Mesure	Budget 2010-2011	Budget 2011-2012
Logement social (Plan d'action économique)	56 millions \$	0
Rénovation	78 millions \$	0
Logement abordable	29 millions \$	0
SPLI	20 millions \$	20 millions \$

Réalisation du Bulletin:

Pierre Gaudreau, Maude Ménard-Dunn, RAPSIM
Jenny Villeneuve, CRIO

Les villes de

Montréal
Québec
Gatineau
Laval
Longueuil
Sherbrooke

ont chacune adopté des résolutions unanimes reprenant les demandes du RSIQ pour la SPLI.

La Stratégie de partenariats de lutte contre l'itinérance Un programme utile, essentiel, indispensable

En mars dernier, une quinzaine de députés se sont engagés lors du **Rallye pour la SPLI** du RSIQ



Gilles Duceppe
Député de Laurier-Ste-Marie
Chef du Bloc Québécois



Marcel Proulx
Député de Hull-Aylmer
Parti Libéral du Canada



Thomas Mulcair
Député de Outremont
Nouveau Parti Démocratique

Depuis 1999, le gouvernement fédéral amène un soutien financier majeur à l'action des groupes œuvrant en itinérance. Ce financement a été renouvelé par les conservateurs et se nomme maintenant la *Stratégie de partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI)*. Il est octroyé par le milieu sans ingérence politique en fonction des priorités identifiées dans les 12 régions qui en bénéficient, dont celles de Montréal, Québec, Longueuil, Sherbrooke, Lanaudière et des Laurentides. D'autres centres touchés par l'itinérance, plus éloignés, reçoivent aussi une petite aide, souvent la seule disponible pour agir sur la question.

La SPLI joue un rôle essentiel et croissant dans l'intervention menée dans les refuges, les centres de jour, les ressources d'hébergement, les logements sociaux, le travail de rue et de milieu, assumant le salaire de plus de 300 intervenants et intervenantes. Le financement fédéral en itiné-

rance a aussi contribué à la réalisation de plus de 800 logements sociaux avec soutien communautaire. Ceux-ci ont été réalisés avec le programme québécois AccèsLogis par un vaste éventail de ressources du milieu : des refuges, des OSBL de logement, des centres de jour, des ressources d'hébergement pour hommes, femmes et jeunes, des ressources en toxicomanie ou en santé mentale, etc.

De surcroît, plusieurs organismes ont amélioré ou relocalisé leurs locaux et leurs installations. D'autres ont acquis de l'équipement ou des motorisés pour accroître les services qu'ils apportent et répondre aux besoins grandissants. Seul le financement fédéral a pu permettre ces améliorations d'installations.

Un budget insuffisant

Le financement de ce programme est gelé à 20 millions \$ par année depuis sa mise en

place il y a 12 ans et ce, malgré l'augmentation des besoins et des coûts. Appuyé par plus de 300 organismes, par toutes les grandes villes du Québec ainsi que par le Bloc Québécois, le RSIQ demande que le budget de la SPLI soit porté à 50 millions \$ par année au Québec pour 5 ans.

Juste avant les élections, Gilles Duceppe et une dizaine des ses députés bloquistes, ainsi que Marc Garneau, Marcel Proulx et Justin Trudeau du PLC, et Thomas Mulcair du NPD ont signé des panneaux géants appuyant la demande en faveur de la SPLI.

Le RSIQ demande maintenant à tous les partis de prendre un engagement électoral pour que le financement de la SPLI soit porté à 50 millions \$ par année dès le nouveau budget 2011-2012.

Source:
FRAPRU

OTTAWA DOIT RÉINVESTIR DANS LE LOGEMENT SOCIAL



ailleurs, le budget québécois 2011-2012 réduit à 2000 ce nombre pour un an seulement.

Le financement de nouveaux logements sociaux se retrouve cependant à zéro dans le budget fédéral 2011-

mène, beaucoup plus de logements sociaux sont nécessaires. La contribution d'Ottawa est centrale pour ce financement.

Pendant que le gouvernement se retire de toute aide au logement, des investissements de 29 milliards \$ sont prévus pour l'achat d'avions de chasse F-35. Le coût d'un seul de ces avions permettrait de financer 6400 logements sociaux. Alors que le gouvernement veut consacrer des milliards \$ pour des prisons et pour des avions de combat, le combat contre l'itinérance mérite davantage de soutien.

Dans son Plan de relance économique 2009-2011, le gouvernement Harper avait inclus des investissements dans le logement social, ce qui avait permis au Québec d'accroître à 3000 par an le nombre d'unités de logement social construites durant ces deux années. Par

2012. Au Québec, des dizaines de projets de logements sociaux avec soutien communautaire ont permis à des milliers de personnes itinérantes ou à risque de l'être de se stabiliser en logement. Pour agir davantage tant en amont qu'en aval du phéno-

Nos demandes

Itinérance

Tous les partis doivent s'engager en faveur de l'accroissement à 50 millions \$ par année du budget de la *Stratégie de partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI) au Québec* et ce, dès 2011-2012, pour au moins 5 ans;

Les partis doivent aussi s'engager à maintenir le caractère généraliste et communautaire de la SPLI.

Logement

Tous les partis doivent s'engager à maintenir les investissements fédéraux dans la construction de nouveaux logements sociaux et porter à 2 milliards \$ par année au Canada, pendant 5 ans, les sommes versées à cette fin aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones;

Ils doivent s'engager à rétablir le budget du programme de rénovation.